

fusions

Le magazine de la métallurgie Bretonne

N° 118

JUIN 26



ÇA FAIT SENS | 06

Les nouveaux enjeux de l'attractivité : logement, mobilités, formation

ÇA TÉMOIGNE | 04

Christine Lozachmeur,
Présidente du MEDEF Bretagne

ÇA PHOSPHORE | 05

ITII Bretagne

UIMM
Bretagne

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

80 ans

d'étincelles collectives

En 2026, l'UIMM 35-56 franchit une étape symbolique : **80 ans** aux côtés des entreprises industrielles d'Ille-et-Vilaine et Morbihan, à accompagner, représenter et faire grandir les forces économiques de ces territoires bretons.

Si l'industrie perdure, c'est grâce à nos « **étincelles collectives** » : la synergie des femmes et des hommes qui transforment la matière, innovent ensemble et construisent, jour après jour, le monde de demain. Industriels engagés et partenaires de l'industrie, **retrouvons-nous le 25 juin pour célébrer ensemble cet anniversaire, lors d'un temps fort inédit, inspirant et festif !**

Événement

Jeudi 25 juin
Le MEM - Rennes

UIMM

Ille-et-Vilaine • Morbihan

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

Plus d'infos :

02 99 87 42 87

info@uimm35-56.com

Face à la « permacrise », être à l'écoute des chefs d'entreprises !



Stéphane Deschamps,
Président de l'UIMM
Bretagne

Depuis trois mois, la guerre au Moyen Orient diffuse ses premiers impacts sur notre économie déjà atone depuis fin 2024. Nos industriels subissent à nouveau des augmentations de matières premières, des carnets de commande qui ont du mal à se concrétiser, des délais de paiement qui se rallongent et des tensions sur leur trésorerie. A cela se rajouteront les conséquences de l'inflation sur le coût du travail. En France, le coût du travail a d'ores et déjà augmenté de 4 milliards d'euros ! Tout semble indiquer que nous passons d'une période d'attente ouverte après les élections législatives de juillet 2024 à une période récessive dont les effets pourraient se faire sentir plus fortement au second semestre 2026 et en 2027. Cette situation dramatique a un premier impact : la confiance des chefs d'entreprise est durement affectée.

Pourtant, depuis 2020, la métallurgie bretonne a su montrer sa résilience. Elle a continué de recruter, se plaçant à la première place des régions pour la progression de l'emploi, + 4, 9 % ! Les prévisions de l'enquête annuelle de France Travail pour 2026 montrent que les entreprises vont continuer de recruter dans tous les métiers avec plus de 5 000 intentions d'embauche, et ce malgré les freins comme le logement et les mobilités qui demeurent. Or, cette fois, nous ne sommes plus en 2020 et les pouvoirs publics n'ont plus les capacités pour soutenir l'économie dans cette permacrise sans fin, faute d'avoir réalisé les réformes structurelles que tous nos voisins européens ont réalisé.

Dans ce contexte, nos PME et ETI de la métallurgie gardent leurs fondamentaux structurels. Comme le montre une récente étude menée avec la Banque de France, elles sont au cœur de l'effort d'innovation consacrant en moyenne 1,3 % de leur chiffre d'affaires à la R&D, un pourcentage bien supérieur à la moyenne régionale dans l'industrie. Elles sont également résolument tournées vers l'international avec 28 % de leur chiffre d'affaires consacrée à l'export. Aussi, pour rester compétitives, nos entreprises doivent continuer à se développer, à investir et cela passe aussi par un écosystème public et privé résolument à l'écoute de leurs besoins et donc le plus agile possible dans cette permacrise.

C'est dans cet esprit que l'UIMM Bretagne organisera, en partenariat avec EDF et Orano, la première journée d'affaires bretonne de l'énergie le 30 juin prochain à Ploufragan en réunissant des entreprises bretonnes et les principaux donneurs d'ordre du nucléaire civil, une filière souveraine qui jouera un rôle majeur dans notre nécessaire décarbonation.

Enfin, au moment où nombre d'entreprises font le constat d'une insuffisance des financements de la formation dans l'industrie, nous alertons sur le déséquilibre actuel au sein du système de financement de la formation professionnelle. Alors que nos entreprises versent chaque année 2,3 milliards d'euros de contribution à France Compétences, l'OPCO 21 ne perçoit que 1,3 milliards d'euros pour accompagner la formation des apprentis et des salariés. Il manque 1 milliard d'euros chaque année pour les compétences dans l'industrie. Il est urgent d'aligner le système de financement de la formation professionnelle avec les ambitions de réindustrialisation de notre pays !

SOMMAIRE

04 | ÇA TÉMOIGNE

Christine Lozachmeur,
Présidente du MEDEF Bretagne

05 | ÇA PHOSPHORE

ITII Bretagne

06 | ÇA FAIT SENS

Les nouveaux enjeux de
l'attractivité : logement, mobilités,
formation

13 | ÇA RAYONNE

NUsense - Brest 29
Au service du plus grand nombre

fusions - JUIN 2026

Directeur de la publication : Stéphane Deschamps.
Rédacteur en chef : David Duval.

Comité de rédaction : Emmanuelle Faudot,
Carole Gilles, Frédéric Guiomar, Marie Le Seac'h.

Rédaction : Julien Uguet.

Secrétariat de rédaction/publicité : David Duval,
Isabelle Aubaud.

Industries Services Bretagne : 2 B, allée du
Bâtiment 35000 Rennes - Tél. 02 99 12 59 44
uibretagne@uimmbretagne.fr

Conception création : Yellowways.

Mise en page : Florence Maussion.

Crédit photo couverture :
iStock - WhiteTea.



Crédit: photo © DR

CHRISTINE LOZACHMEUR ● PRÉSIDENTE DU MEDEF BRETAGNE

« La compétitivité des entreprises doit rester au cœur du débat public »

L

e 6 mars dernier, Christine Lozachmeur a été élue présidente du MEDEF Bretagne.

Elle est la première femme à présider le 1^{er} syndicat interprofessionnel breton qui réunit 19 branches professionnelles et 4 MEDEF départementaux, et qui représente 15 000 entreprises employant 600 000 salariés.

fusions ● Quel a été votre parcours professionnel et militant jusqu'à cette élection ?

Christine Lozachmeur : Diplômée en marketing appliqué, administration et gestion, je cumule 30 ans d'expérience en stratégie, marketing et communication. Après avoir dirigé plusieurs agences (directrice ou associée), j'ai créé l'Agence Concept en 2015 puis Web by Concept en 2022. Engagée au MEDEF depuis la création de ma première entreprise, j'ai présidé le MEDEF Finistère près de cinq ans avant de prendre la tête du MEDEF Bretagne.

fusions ● Quelles seront vos priorités pour votre mandat ?

C. L. : Ma priorité sera de faire du MEDEF Bretagne une organisation encore plus influente, plus collective et plus utile aux entreprises du territoire. Pour cela, je souhaite m'appuyer sur une feuille de route structurée autour de commissions thématiques, co-présidées par des représentants territoriaux et des branches professionnelles, afin de croiser les expertises et de faire

remonter les réalités de terrain. Ces commissions auront vocation à produire des analyses, identifier les irritants, anticiper les alertes et formuler des propositions concrètes. L'objectif est clair : renforcer notre capacité d'influence auprès des décideurs publics, non pas dans la réaction, mais dans une stratégie construite, argumentée et partagée. Compétitivité, emploi, formation, logement, mobilité, transition écologique, innovation et IA guideront cette feuille de route.

fusions ● Face à une situation économique qui se dégrade et un contexte politique marqué par des échéances électorales incertaines, comment le MEDEF Bretagne doit-il porter la voix des entrepreneurs ?

C. L. : Dans une période d'incertitude économique et politique, le MEDEF Bretagne doit porter une voix claire, responsable et exigeante : celle des entrepreneurs qui créent de la valeur, de l'emploi et de la cohésion dans les territoires.

Notre rôle est d'abord d'être à l'écoute du terrain. Les entreprises font face à des tensions fortes : baisse de visibilité, hausse des coûts, difficultés de recrutement, complexité réglementaire, enjeux de transition, pression sur les marges. Nous devons transformer ces réalités en messages lisibles, en alertes documentées et en propositions opérationnelles.

Mais porter la voix des entrepreneurs, ce n'est pas seulement réagir à l'actualité. C'est construire une stratégie d'influence dans la durée. Cela suppose d'être présent en amont des décisions publiques, de

dialoguer avec les élus territoriaux, la Région, les parlementaires, les services de l'État et l'ensemble des acteurs économiques.

La demande de création d'une instance régionale de dialogue économique que j'ai proposée au président de Région Loïc Chesnais Girard va précisément dans ce sens : être associé le plus tôt possible aux sujets qui impactent la vie des entreprises.

À l'approche des échéances électorales, nous devons aussi rappeler que la compétitivité des entreprises doit rester au cœur du débat public. Sans entreprises solides, il n'y a ni emploi durable, ni innovation, ni transition réussie, ni vitalité des territoires.

fusions ● Quel message souhaitez-vous passer aux industriels de la métallurgie ?

C. L. : Un message de reconnaissance ! Ils sont au cœur de notre souveraineté productive, de l'innovation, de la transition énergétique et de l'emploi qualifié dans les territoires. Leur rôle est plus stratégique que jamais. Dans un contexte incertain, nous avons besoin d'une industrie forte, ancrée en Bretagne, capable d'investir, de former, d'innover et de transmettre ses savoir-faire.

Les entreprises de la métallurgie incarnent cette capacité à produire, à s'adapter et à préparer l'avenir. Le MEDEF Bretagne sera à leurs côtés pour défendre les conditions de leur compétitivité. Nous avons besoin de leur expérience de terrain pour construire des propositions solides, concrètes et utiles pour peser collectivement sur les décisions qui engagent l'avenir économique de la Bretagne.

ITII BRETAGNE ●

Le label réussite de la formation en alternance des ingénieurs pour l'industrie de demain



Témoignage d'Alban Lalain, 21 ans, alternant ingénieur en bureau d'études mécanique, originaire de Plouha (22).

Son parcours : Seconde générale au lycée Freyssinet à Saint-Brieuc, puis Bac STI2D et CPGE TSI au lycée Chaptal à Saint-Brieuc.

Son école ITII Bretagne : ENSIBS (site de Lorient), parcours Ingénieur Mécatronique (promotion 2027).

Son entreprise d'alternance : IMAP Armor (Groupe API, 200 salariés, Yffiniac).

Bon élève, passionné de mécanique automobile, il trouve sa voie en Bac STI2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable) au lycée Chaptal à Saint-Brieuc. Puis, il intègre la classe prépa TSI (technologies et sciences de l'ingénieur) de l'établissement - l'une des plus anciennes de France. Alban est actuellement en 2^{ème} année à l'ENSIBS, sur un cursus Ingénieur Mécatronique qu'il a choisi de faire par la voie de l'alternance. Il est en poste chez IMAP Armor à Yffiniac, une PME de 200 salariés, spécialiste de l'automatisme et de l'électricité industriels pour l'agroalimentaire, la méthanisation et le traitement de l'eau.

« Au début, je travaillais sur la mise en œuvre d'exercice didactique en automatisme afin de me former au langage de codage des automates. Et au bout de 6 mois, j'ai évolué vers le bureau d'études mécanique. Je travaille sur la conception et la fabrication d'équipements internes pour

l'entreprise, comme des châssis, des supports de coffrets électriques, des tables.... Un des premiers projets qui m'a été confié a été de réaliser un skid mobile pour la formation des automatismes, intégrant 2 cuves avec actionneurs, piloté par un automate et à terme y installer le logiciel Lina que l'entreprise a développé et qui est utilisé par nos clients. Ça a été un vrai challenge pour moi car je partais juste d'un simple cahier des charges. J'ai dû récupérer toutes les compétences techniques. »

Chez IMAP Armor, Alban participe à toutes les étapes d'un projet, de la conception à la réalisation. Il est conscient des responsabilités que l'on lui confie, et reste serein, car son travail est toujours encadré par son collègue, Jean-Baptiste Braud.

Il faut dire qu'IMAP Armor a une pratique historique de l'alternance et a toujours accueilli des élèves ingénieurs, dont plusieurs sont ensuite devenus salariés de l'entreprise. Son fondateur, Yvon Legrand, a lui-même été intervenant professionnel extérieur sur des formations en automatismes.

Sa valeur ajoutée pour l'entreprise, Alban la voit dans l'amélioration de l'ergonomie de travail des salariés. Comment il se projette, en tant que futur ingénieur ? Il n'y a pas encore beaucoup pensé. « J'ai encore des choses à apprendre chez IMAP Armor, une entreprise qui innove et se développe. »

A notre question subsidiaire sur la vision qu'il a de la Bretagne, Alban sans hésiter nous répond « une Bretagne industrielle ». Car lorsqu'il se déplace, il voit des clients partout*.


*1 entreprise industrielle tous les 20 kms.



Instituts des Techniques d'Ingénieurs pour l'Industrie


L'ITII Bretagne en chiffres

11 
écoles partenaires

17 
formations en apprentissage, en 3 ans, dans les métiers de l'industrie et du numérique

1 613 
apprentis ingénieurs

437 
diplômés en 2025

87 % 
de réussite aux examens



Les nouveaux enjeux de l'attractivité : logement, mobilités, formation

Alors que l'industrie bretonne, dans un contexte international mouvant, confirme son dynamisme avec des besoins en recrutement toujours aussi nombreux, les entreprises peinent à pourvoir les postes, faute de candidats formés en nombre suffisant, mais aussi faute de pouvoir les loger et les déplacer.

A

vec près de 17 000 projets de recrutement, en hausse de 11,6 % par rapport à 2025, l'industrie

bretonne se porte bien. « *Malgré un ralentissement économique qui s'accroît ces derniers mois avec le conflit au Moyen Orient, l'industrie reste le 3^e secteur recruteur en Bretagne*, confirme David Duval, délégué régional de l'UIMM Bretagne. *La métallurgie, première branche professionnelle industrielle, a ainsi remonté plus de 5 000 intentions d'embauche dans l'enquête BMO de France Travail. A cela s'ajoute un taux de chômage qui reste assez bas à 6,3 % et un taux d'emploi parmi les plus élevés de France avec 67,9 %.* »

OBSTACLE AU RECRUTEMENT

Malgré ces indicateurs positifs, la filière continue d'être confrontée à des difficultés structurelles de recrutement. « *Derrière ce dynamisme, une réalité moins flatteuse se cache, confirme David Duval. 64% des projets d'embauche sont jugés difficiles par les employeurs eux-mêmes, faisant de la métallurgie l'un des secteurs les plus en tension du marché du travail breton. Quel que soit le profil recherché, du soudeur à l'ingénieur méthodes, tous peinent à trouver des candidats.* »

Si l'attractivité des métiers reste un élément sur lequel les industriels n'ont cessé de se mobiliser notamment en développant la formation, le logement et la mobilité sont également au cœur des préoccupations des employeurs et des candidats.

Pour disposer de candidats formés, les entreprises peuvent se reposer sur l'accompagnement des Uimms qui savent mobiliser les acteurs et outils de l'emploi. Elles peuvent aussi créer en interne leur



Henri Billon,
Président de la
communauté de
Communes du Pays
de Landivisiau.

propre centre de formation pour former les nouveaux salariés.

Mais pour le logement et les mobilités, les choses sont différentes. Près de six dirigeants sur dix les considèrent comme un obstacle majeur au recrutement de nouveaux salariés en évoquant plusieurs raisons : absence d'offres, loyers trop élevés, inaccessibilité des sites industriels en transports collectifs, etc. Une proportion similaire affirme avoir déjà perdu ou manqué des candidats pour l'une de ces raisons.

MARCHÉ IMMOBILIER ATONE

La chute de la construction neuve (- 50 % sur 3 ans), et les tensions de l'offre dans l'ancien, notamment en zones touristiques, constituent le cœur du problème. Ils sont amplifiés par une conjugaison de plusieurs facteurs : raréfaction du foncier disponible, hausse des coûts de construction, explosion des locations meublées saisonnières et contraintes imposées par la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) qui restreint les possibilités d'extension urbaine, insuffisances des rénovations et transformations de locaux de bureaux en logements.

À l'échelle des dix Territoires d'Industrie bretons, la Cellule Économique de Bretagne (CEB) a ainsi estimé, dans une étude publiée fin 2024 à laquelle a participé l'UIMM Bretagne, que le besoin en logement, d'ici 2030, se situe entre 200 000 et 225 000. « *En prenant en compte la réindustrialisation, huit des territoires industriels ne parviendraient pas à atteindre leurs objectifs en conservant le rythme actuel*, ajoute David Duval. *Dit autrement, les acteurs du logement,*

les élus locaux et les entreprises n'ont pas d'autres alternatives que d'innover pour répondre aux besoins le plus rapidement possible. »

PROACTIVITÉ DES COLLECTIVITÉS

Plusieurs collectivités locales, en première ligne sur ce sujet, ont bien compris les enjeux. Le Pôle des Métiers de Landivisiau, fondé en 2010 par la Communauté de Communes du Pays de Landivisiau (CCPL) entend se positionner comme un laboratoire de pratiques nouvelles. « *Les entreprises du territoire nous ont fait remonter cette problématique de ne pas réussir à héberger leurs salariés, leurs stagiaires ou leurs apprentis et donc de perdre des recrues potentielles*, précise Henri Billon, président de la CCPL. *Toutefois, plutôt qu'une mise à disposition de simples logements, nous avons décidé de monter un lieu mixte mêlant un centre de formation professionnelle, avec des ateliers techniques, des salles de séminaires à la location et 29 studios meublés proposés au travers des baux précaires à la semaine ou au mois.* »

« QUEL QUE SOIT LE PROFIL RECHERCHÉ, DU SOUDEUR À L'INGÉNIEUR MÉTHODES, TOUTES LES ENTREPRISES PEINENT À TROUVER DES CANDIDATS. »

Le succès a été immédiat et se confirme année après année. « *Nous affichons un taux de remplissage de 85 %, bien au-delà de nos espérances. Nous avons surtout posé les fondations d'un partenariat intelligent pour aider à l'ancrage de nouveaux talents, soutenir l'activité économique et renouveler la population active et tous les services induits qui font le dynamisme d'un territoire. A noter également que notre collectivité vient de conclure*





Annabel Martin,
fondatrice de Carrières
Nomades à Brest.



une convention avec l'association AILES afin de favoriser l'habitat inter-générationnel et offrir des solutions d'hébergement partagé pour les plus jeunes entre 16 et 30 ans. »

LA QUESTION DU FINANCEMENT

À Saint-Brieuc Armor Agglomération, le Conseil économique territorial vient, de son côté, de lancer une grande enquête auprès de 3 000 d'entreprises du territoire. « L'objectif est d'évaluer précisément les besoins en hébergement des entreprises afin de poser les bases d'une réponse collective à Ploufragan sur un terrain de 6 500 m² appartenant à la CCI 22, précise Jean-François Latouche, gérant de la société FMO et coprésident du CTE. Là-aussi, sur la question du financement, il faudra être ingénieux entre les partenaires privés, l'Etat et les collectivités locales. »

LEVIER DIFFÉRENCIANT

Reste que tous les acteurs s'accordent sur le fait que traiter la question du logement seul ne suffit pas. « Pour un salarié, se loger à distance raisonnable de son usine ne règle pas le problème si le trajet domicile-travail est trop pénible, confirme Annabel Martin, fondatrice de Carrières Nomades à Brest. Lorsque nous proposons nos solutions clé en main de mobilité professionnelle, via des services de relocation sur mesure, cette question de la proximité des lieux de vie personnelle et professionnelle, comme la présence de services



Robert Bodiguel,
vice-président
chargé du développement
économique de la
Communauté de
Communes du Pays
de Landivisiau.

« **LE LOGEMENT EST AU CŒUR DES PROBLÉMATIQUES DE RECRUTEMENT.** »

du quotidien, comme le médecin ou les crèches, gagne en importance. Certaines structures utilisent nos services car elles considèrent qu'il s'agit d'un levier différenciant pour attirer les talents qui ont souvent de multiples propositions sur de multiples territoires. »

MOBILITÉ DE PROXIMITÉ

Cette position est partagée par Robert Bodiguel, vice-président chargé du développement économique de la Communauté de Communes du Pays de Landivisiau, alors qu'en Bretagne, huit travailleurs sur dix utilisent leur voiture pour se rendre au travail. « Cette réalité pèse également de façon très concrète sur les recrutements, confirme l'intéressé. En 2027, en partenariat avec la Région Bretagne, nous allons quasiment doubler l'offre de TER entre Brest, Landerneau, Landivisiau et Morlaix. Et en complément, revoir l'offre de la navette gare-ville qui passe également par les zones d'activités. » Résoudre l'équation logement-mobilité n'est pas une question sociale accessoire. C'est une condition de la compétitivité industrielle bretonne pour la décennie à venir.



225 000

logements
seraient nécessaires
à l'horizon 2030
dans les 10 Territoires
d'Industrie en Bretagne



60 %

des dirigeants considèrent
le logement comme un
obstacle au recrutement
de nouveaux salariés



60 %

des dirigeants considèrent
avoir manqué des
recrutements en raison
de l'enjeu du logement

Jouer collectif

Filiale du groupe VINCI Actemium s'est engagée, sous l'impulsion du groupe naval Piriou, de l'interprofession du port de Concarneau (IPC) et d'autres partenaires, dans le projet de création d'une résidence d'actifs afin de pallier la pénurie de logement et faciliter l'ancrage de ses salariés.

Responsable des Ressources Humaines Actemium Marine, depuis février 2026, basée sur le site de Concarneau, Mathilde Gohard est l'exemple type de ces nombreux salariés touchés de plein fouet par la crise du logement. « *Quand j'ai recherché une location, je n'ai trouvé qu'une seule offre disponible répondant à mes critères en 4 mois, proposition que j'ai dû me résoudre à accepter sans bénéficier finalement d'un véritable choix.* »

ANCORAGE DURABLE

Comme dans la plupart des zones touristiques en France, et malgré un tissu économique d'une grande vitalité, les entreprises du pays de Cornouaille sont confrontées à de grandes difficultés pour loger leurs collaborateurs. « *Nous travaillons pourtant de nombreux aspects pour convaincre les personnes intéressées de nous rejoindre, comme la rémunération ou la qualité de vie au travail, avec de nombreux investissements dans nos usines, mais la question du logement reste centrale,* confirme Olivier Sanquer, directeur des activités marine chez VINCI Energies, dont Actemium Marine est devenue l'une des filiales en 1984. *Nous constatons une forte hausse des locations saisonnières et tou-*



Actemium est la marque industrie de VINCI Energies. Sa vocation est d'améliorer la performance industrielle de ses clients, tout en les accompagnant dans leur transformation digitale et leur transition environnementale.

Crédit photo © DR

ristiques qui limitent les possibilités d'ancrage accessibles financièrement et durables. »

LOYERS MODÉRÉS

Dans ce contexte de tension, Actemium Marine n'hésite pas une seconde quand le projet de création d'une résidence d'actifs est lancé et porté par le groupe naval Piriou, avec l'appui de l'Interprofession du Port de Concarneau, présidée par Olivier Sanquer et différentes structures du territoire. « *La force de ce dispositif, qui prévoit 45 logements à loyer modéré, est de s'appuyer sur une collaboration public-privé, regroupant plusieurs entreprises et les acteurs publics du département comme la Mairie de Concarneau, la Communauté de Communes, Action Logement, le bailleur social Opac et Ailes 29.* »

Près de 4.50 millions d'euros sont investis dans ce projet, baptisé Ti Ar Porzh (Maison du port en breton), en cours de construction. « *Actemium s'est engagée à réserver deux logements qu'elle mettra à disposition des collaborateurs entrants dans le cadre de baux de courte durée,*

« LA QUESTION DU LOGEMENT EST UN ENJEU CENTRAL. »

précise Olivier Sanquer. *Nous espérons que ce travail portera ses fruits. Il est couplé, en lien avec les acteurs concernés, à une réflexion sur la mobilité locale qui devient, dans le contexte actuel, un enjeu tout aussi stratégique que celui du logement pour attirer et fidéliser des salariés.* »

ACTEMIUM

Directeur :
Olivier Sanquer
250 salariés
CA : 35 millions d'euros



CONTACT

Actemium Marine
Rue du poteau vert
29900 Concarneau
Tél. 02 98 50 12 12
marine@actemium.com
www.actemium.fr

ADEOS ● REDON 35

Le choix de la POEI

A Redon, ADEOS, fabricant d'équipements métalliques techniques, s'est rapproché du Pôle Formation de l'UIMM Bretagne à Bruz pour monter une Préparation Opérationnelle à l'Emploi individuelle afin de former de nouveaux collaborateurs répondant à ses besoins.

Comme l'ensemble de la filière de la métallurgie, ADEOS à Redon est confrontée, depuis des années, à des difficultés de recrutement. « Dans de nombreuses filières, les formations ont disparu, sont trop lointaines ou ne répondent pas à nos besoins du terrain, précise Jeremy Trichet, directeur de production d'Adeos, fabricant d'équipements métalliques techniques, notamment des huisseries pour les transformateurs électriques. *Le métier de plieur pâtit par exemple d'un véritable manque de vocation qui nécessite que nous, industriels, prenions les choses en main. Pour notre entreprise, ce poste représente pourtant un enjeu stratégique, voire central, dont la réponse ne peut pas passer uniquement par l'intérim. Nous ne cherchons pas des régleurs mais des personnes dotées de compétences fines avec une véritable capacité à réfléchir sur un projet.* »

UN PARTENARIAT GAGNANT

Fort de ce constat, ADEOS a lancé, en lien avec l'UIMM 35-56, un appel d'offres sur une formation spécifique à ses besoins de plieurs auprès de quatre centres de formation. « Nous n'avons reçu qu'une réponse favorable, celle du Pôle Formation de l'UIMM à Bruz. La Région Bretagne et France Travail ont été sollicités,



Le métier de plieur souffre d'un véritable manque de vocation qui justifie les initiatives lancées par Adeos.

avec le soutien de l'UIMM 35-56, au travers du dispositif de la Préparation Opérationnelle à l'Emploi individuelle. »

« AUX ENTREPRISES DE DÉMONTREZ AUSSI LEUR CRÉATIVITÉ ET LEUR ADAPTABILITÉ. »

En plus d'un soutien administratif dans le sourcing des candidats, le montage financier de la POEI a pu reposer sur une prise en charge à 100 % des coûts pédagogiques (Région : 70 %, France Travail : 30 %), sans reste à charge pour l'entreprise. Pendant la durée de l'action (189 heures), les demandeurs d'emploi sont indemnisés selon leurs droits. « C'est un partenariat gagnant-gagnant mais exigeant, qui demande du temps et un réel investissement collectif », précise Jeremy Trichet.

LA MRS POUR RECRUTER

A l'issue de la formation, qui a débuté en mai 2026, les stagiaires diplômés d'un CQP d'équipier de production industrielle, seront embauchés en CDD pour six mois. Égale-

ment lancée dans la POEI aux côtés d'ADEOS, la société OTS à Malestroit leur proposera une mission d'intérim avec Fabrik Emploi.

« Le groupe constitué l'a été via la méthode de recrutement par simulation, qui exclut les CV au profit du savoir-être et de la dextérité, confirme Jeremy Trichet. A terme, face aux difficultés à trouver de bons profils, et surtout avec le frein lié aux mobilités, notre ambition est de créer, au sein d'ADEOS, un poste de référent formateur et technique qui aura pour mission de développer notre propre académie. Aux entreprises de démontrer aussi leur créativité et leur adaptabilité. »

ADEOS

Directeur de production :
Jeremy Trichet
100 salariés
CA : 20 millions d'euros



CONTACT

27 rue du lotier des marais
PA Lande de Saint-Jean
35600 Redon
www.adeos.fr

« Répondre à l'attente sociale »

Depuis 4 ans, Ecovrac loue à Loudéac Communauté Bretagne Centre des studios pour y loger ses salariés confrontés à des problèmes de mobilité. Entretien avec Christelle Beurel, responsable administrative du fabricant de citernes pour le transport en vrac d'aliment du bétail.

● Pourquoi avoir choisi de faire du logement un des axes stratégiques de votre politique de recrutement et de fidélisation ?

Beaucoup de facteurs entrent en compte dans la politique de recrutement d'Ecovrac. D'abord la disponibilité de candidats prêts à venir travailler à Saint-Caradec, en plein cœur du Centre-Bretagne. Ce n'est pas toujours évident et nous multiplions les initiatives dans ce sens depuis des années. Ensuite, les questions de rémunération et de qualité de vie au travail sont très importantes mais sont de loin devancées par la question du logement qui est devenue centrale chez la plupart de nos candidats.

● Comment s'articule l'accompagnement de Loudéac Communauté Bretagne Centre dans ce dispositif ?

Notre communauté de communes est très active pour aider les entreprises depuis de nombreuses années. Elle a notamment investi dans les communes en achetant des mobile-homes ou des logements, en les rénovant et en les mettant à disposition des sociétés qui en ont besoin. Sur Saint-Caradec, un ancien commerce a été transformé en six logements. Nous en louons deux régulièrement pour les proposer à nos collaborateurs. Le système est assez



Ecovrac est spécialisée dans la fabrication de citernes pour le transport en vrac d'aliment du bétail.

Crédit photo © DR

simple. Ecovrac est le locataire principal du logement meublé et prend en charge la caution. Elle le sous-loue au travers de baux précaires qui dépassent rarement quelques mois. Nous retenons ensuite directement sur salaire le loyer.

● C'est un véritable élément d'attractivité ?

Oui mais c'est surtout une véritable réponse pragmatique à une réelle attente sociale. Nous mettons à disposition ces logements à des personnes qui habitent loin de l'usine mais qui veulent venir y travailler ou à des salariés qui n'ont pas leur permis. Ils nous quitteraient si nous n'avions pas cette solution.

● Combien de salariés ont déjà bénéficié de ce dispositif ?

Près d'une vingtaine de collaborateurs a déjà bénéficié de ce coup de pouce qui est un réel investissement pour Ecovrac. Nous n'avons pas poussé la logique jusqu'à aller investir dans nos propres logements car ce partenariat avec la sphère publique est une vraie opportunité qui sert tout le territoire. Il fonc-

« UNE VINGTAINNE DE SALARIÉS A BÉNÉFICIÉ DE CE COUP DE POUCE. »

tionne bien car il est souple et facile à mettre en œuvre. Depuis quelques temps, nous réfléchissons avec la communauté de communes, à la possibilité d'un service de location de véhicules ou d'aides pour passer le permis. C'est deux éléments essentiels là aussi dans un territoire rural comme le nôtre.

ECOVAC

Responsable administrative :
Christelle Beurel
50 salariés
CA : 10 millions d'euros



CONTACT

Rue nationale
22600 Saint-Caradec
Tél. 02 96 25 00 03
contact@ecovrac.fr
www.ecovrac.fr

OTS ● MALESTROIT 56

Une école de soudure sur-mesure

Pour pallier ses difficultés de recrutement, la société OTS a dupliqué, depuis 2023, le modèle d'école de formation de soudeurs, baptisée La Baronnie, testé auparavant avec succès en Normandie, par le groupe MMS Industry auquel elle appartient.

Intégrée depuis 2022 dans le groupe normand MMS Industry, la société OTS à Malestroit a décidé de prendre à bras-le-corps la problématique structurelle de recrutement de soudeurs qualifiés. « *L'enjeu était autant de les trouver que de les fidéliser sur le moyen et long terme*, précise Sylvain Auvy, P-dg de la société (180 salariés, 24 millions d'euros de chiffre d'affaires.). *A la reprise d'OTS, j'ai dû faire face à une valse importante au niveau du recrutement des intérimaires. La première étape a été d'expérimenter un bureau interim Inside pour centraliser les besoins. Malgré tout cette situation engendrait un climat social très difficile donnant une image à l'extérieur déplorable de notre entreprise.* »

UN ÉLECTROCHOC SALUTAIRE

Sylvain Auvy décide, avec le soutien de sa DRH, Marine Haquin, de retravailler en profondeur la marque employeur d'OTS. « *Il était nécessaire d'impulser un électrochoc salutaire pour montrer que la société avait changé de patron, que la grille des salaires avait été mise en adéquation avec la réalité des compétences et la nouvelle convention collective de la métallurgie, que les conditions de travail n'étaient pas celles véhiculées en externe, etc.* »

Grâce à cette démarche vertueuse, OTS a stabilisé son recours aux inté-



Comme les soudeurs, les plieurs font partie du cœur de métier de la société OTS à Malestroit.

Crédit photo © DR

rimaires en proposant, aux plus compétents, des postes en CDI après passage, au bout de six mois, en comité de titularisation. « *Nous sommes passés de 30 % de l'effectif en intérim à 20 % désormais*, confirme Marine Haquin. *Cette stratégie répond à l'ambition, dans un territoire rural où les candidatures ne sont pas foison, de consolider les ressources et le savoir-faire de l'entreprise.* »

OBTENIR LA NORME ISO3834

Pour aller encore plus loin, OTS a décidé, en 2023, de dupliquer le centre de formation La Baronnie, imaginé par Sylvain Auvy pour ses établissements normands. « *L'objectif premier était de pouvoir faire un état des lieux de tous nos soudeurs, de mesurer leur niveau réel, et de les accompagner dans une montée en compétences individuelle. Pour la société, l'ambition était aussi de décrocher le graal de la soudure, la norme ISO3834. C'est chose faite depuis septembre 2024 ce qui nous a permis d'accéder à de nouveaux marchés.* »

Trois sessions de formation ont déjà été organisées dans le bâtiment rénové juste en face de l'entreprise. « *Les cursus sont rythmés par de*

« **IL ÉTAIT NÉCESSAIRE D'IMPULSER UN ÉLECTROCHOC SALUTAIRE.** »

l'enseignement théorique, comme de la lecture de plans, et de la pratique avant une vraie immersion dans l'entreprise, dans une logique de tutorat, conclut Marie Grimault. Nous souhaitons répondre à nos besoins internes mais La Baronnie est aussi ouverte aux entreprises du bassin de Malestroit car l'enjeu de l'attractivité de nos métiers nous concerne tous. »

OTS

P-dg : Sylvain Auvy
180 salariés
CA : 24 millions d'euros

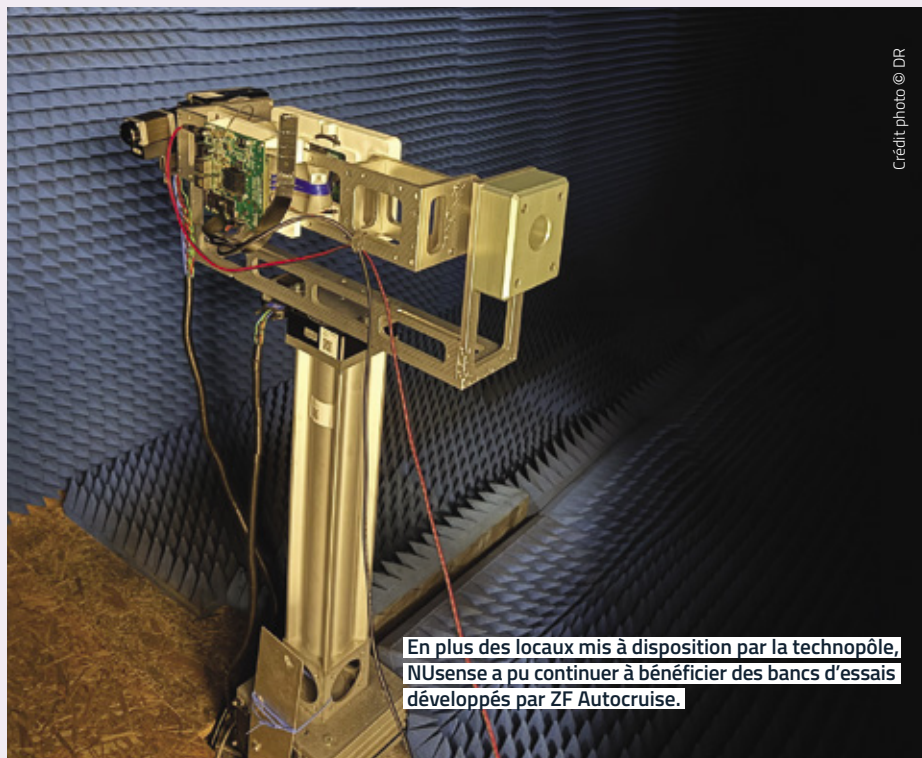


CONTACT

Parc d'activités de Tirpen
56140 Malestroit
Tél. 02 97 75 12 99
contact@groupeots.fr
www.groupeots.fr

NUsense ● BREST 29

Au service du plus grand nombre



Crédit photo © DR

En plus des locaux mis à disposition par la technopôle, NUsense a pu continuer à bénéficier des bancs d'essais développés par ZF Autocruise.

S' appuyant sur une technologie radar issue de l'automobile, la start-up NUsense, basée à Brest, ambitionne de se diversifier sur d'autres secteurs comme la gestion des flux autoroutiers ou la sécurité des personnes en Ehpad.

Un rebond prometteur. Quand leur employeur, ZF Autocruise, annonce réduire la voilure sur son site de Brest, Kevin Cinglant et Christophe Calvez, respectivement architecte radar pendant 8 ans et responsable R&D depuis 12 ans, se disent qu'il y a un coup à faire. « Nous ne souhaitons pas laisser partir, ou voir disparaître, une expertise aussi

pointue que celle sur laquelle nous avons travaillé depuis tant d'années, confirme Christophe Calvez. Il a fallu être réactifs et ingénieux afin d'aller le plus vite possible dans la création de ce qui allait devenir NUsense. Nous avons quitté notre employeur en juin 2024 pour créer la société mi-juillet avant qu'une dizaine d'ex-collègues nous rejoignent en novembre de la même année. Le soutien de l'écosystème local, notamment la technopôle a été véritablement précieux pour la structuration du projet. Nous avons aussi pu nous installer dans une partie de nos anciens locaux, jusqu'ici occupés par ZF Autocruise, pour lancer l'activité et être opérationnel rapidement. »

UNE DEMANDE PROMETTEUSE

Souhaitant capitaliser sur les technologies des radars automobiles, NUsense se fixe surtout l'ambition

de se diversifier vers d'autres secteurs d'activités. « Nous ne le vivons pas comme une frustration mais le positionnement 100 % automobile de ZF Autocruise empêchait toutes réponses positives à des sollicitations d'autres secteurs, pourtant demandeurs. Ces sollicitations avortées, nombreuses depuis quelques années, nous ont rassurés sur le potentiel de nous lancer dans cette aventure. »

« DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL ACTUEL, NOS SOLUTIONS DE DÉTECTION INTÉRESSENT. »

NUsense affirme ainsi une ambition simple : faire émerger un acteur français capable de transférer les briques technologiques de la voiture autonome vers des cas d'usage industriel, maritime ou civil. « La démocratisation de la technologie radar guide, au quotidien, notre trentaine de collaborateurs, lesquels travaillent désormais par usage en étudiant finement les besoins terrain des clients, ajoute Christophe Calvez. Cette approche est renforcée par une offre qui va de la conception en bureau d'études, aux essais techniques en laboratoire puis en conditions réelles jusqu'à l'industrialisation de la solution technique et la maintenance. Cette intégration est une force et un élément différenciant dans un secteur où la concurrence existe. »

OUVERTURE DE CAPITAL

Les domaines d'application visés par NUsense vont de la protection des sites sensibles (détection d'intrusions et suivi de trajectoires), du comptage de personnes lors d'événements publics, utiles pour la sécurité et l'optimisation des flux, de la mobilité autonome de véhicules, ●●●



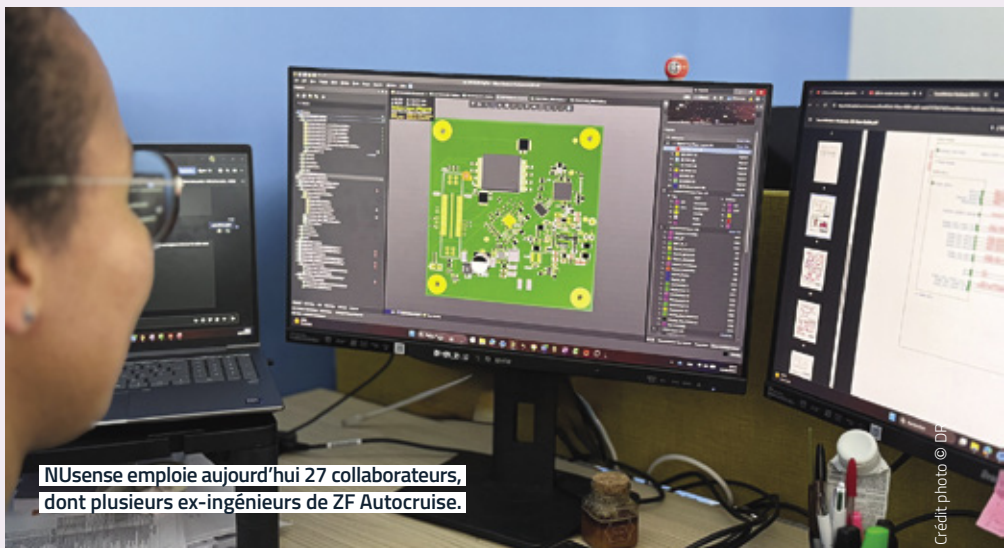
héritage de son travail passé chez ZF Autocruise, ou de la gestion autoroutière pour la surveillance des flux et la détection d'incidents.

Après deux années d'activités, marquées par une ouverture minoritaire de son capital aux business Angels bretons BIB Participations, la diversification représente aujourd'hui 55 % de l'activité contre 25 % au démarrage. « *La performance des radars millimétriques, nés des standards exigeants de l'automobile, n'a pas d'égal. Nous sommes ainsi capables de récupérer des milliers de données en temps réel mais surtout, par la performance des solutions logiciels que nous développons, d'apporter une analyse fine et pertinente à nos clients.* ».

« LES RADARS MILLIMÉTRIQUES S'IMPOSENT COMME UNE SOLUTION DE DÉTECTION PAR CAMÉRA. »

TOUJOURS PLUS DE FONCTIONNALITÉS

Fort de ces atouts, NUsense est ainsi capable de mettre plus de fonctionnalités dans les applications proposées. « *Nos radars peuvent être vus comme un complément d'un système de vision voire un produit de substitution qui répond mieux à la réglementation, confirme Christophe Calvez. Nous travaillons ainsi sur une solution favorisant la sécurité des personnes âgées en établissements ou chez eux. Notre radar, qui est RGPD compatible, puisqu'il n'y a pas de captation d'images, peut détecter une chute dans une chambre instantanément et ainsi favoriser la rapidité des prises en charge. Nous testons des prototypes actuellement en Ehpad autour d'un système complet qui prend en compte les attentes de tous les acteurs de la filière médico-social. Ce dialogue nécessaire, nouveau pour nos ingénieurs et développeurs, est une véritable valeur ajoutée pour bien comprendre les attentes et les exigences.* »



NUsense emploie aujourd'hui 27 collaborateurs, dont plusieurs ex-ingénieurs de ZF Autocruise.

Crédit photo © DF

UNE START-UP PROFITABLE

Avec un chiffre d'affaires supérieur à un million d'euros en 2025, faisant d'elle une start-up déjà profitable, NUsense a tapé dans l'œil de la Direction Générale des Armées, à propos d'applications en milieu maritime et de lutte anti-drone. « *Ces marques d'intérêt démontrent que notre technologie intéresse et peut répondre à des besoins de surveillance offshore et de détection en zone portuaire, explique Christophe Calvez. Dans le contexte international actuel, la compacité de nos radars par exemple est recherchée car elle permet une intégration et une installation facilitées.* »

NUsense
Dirigeants : Kevin Cinglant et Christophe Calvez
27 collaborateurs
CA : 1,2 millions d'euros



CONTACT

225 Rue Pierre Rivoalon
29200 Brest
Tél. 02 98 02 14 20
contact@nusense.fr
www.nusense.fr



2024

Kevin Cinglant et Christophe Calvez fondent NUsense.



2025

NUsense intègre l'incubateur Le Village by CA à Brest.



2025

Ouverture du capital aux business angels BIB Participations.



2026

Projet de diversification sur les marchés de l'armement.

FRANÇOIS AIME LE TRAVAIL D'ÉQUIPE

GRÂCE À SON **CONSEILLER HARMONIE MUTUELLE,**
IL BÉNÉFICIE DES NOUVEAUX ACCORDS SANTÉ
ET PRÉVOYANCE DE LA MÉTALLURGIE.

- › 500 experts présents partout dans les régions.
- › 4 500 entreprises de la métallurgie nous font déjà confiance.

Découvrez toutes nos solutions entreprises sur harmonie-mutuelle.fr



Le régime de protection sociale
complémentaire de la métallurgie



Harmonie
mutuelle

GRUPE **vyv**

AVANÇONS *collectif*

DES FORMATIONS PENSÉES POUR VOTRE SECTEUR

Nous pré-sélectionnons pour vous des alternants formés
à vos besoins, prêts à intégrer votre entreprise.



Travail des métaux
Chaudronnerie, usinage,
navale, peinture...



Industries connectées
Systèmes et réseaux,
robotique, cyber...



**Optimisation et
performance industrielle**
Logistique, conception...



Techniques industrielles
Maintenance,
électrotechnique, froid...



Management
RH, commerce...



**Qualité, sécurité,
environnement**
Prévention et sécurité, RSE...

Remontez-nous
vos besoins



WWW.FORMATION-INDUSTRIE.BZH

©Léa Mariani

BREST | BRUZ | LORIENT | PLÉRIN | QUIMPER | REDON | VITRÉ

